

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3637 - JEUDI 12 DECEMBRE 2019

## INVESTISSEMENTS EN RDC

# Mettre fin au désordre dans l'exécution des projets publics



Un chantier de saut-de-mouton à Kinshasa

L'une des recommandations fortes de la Conférence nationale de haut niveau qui a eu lieu récemment à Kinshasa sur la gestion des grands projets publics d'investissements, axée sur les bénéfices sociaux, a porté sur la nécessité ou l'urgence de dresser un état des lieux des structures chargées de ces projets.

La rencontre a revêtu une importance réelle pour la République démocratique du Congo (RDC) engagée inlassablement sur la voie du développement. Pendant deux jours, le débat a permis de soulever des préoccupations légitimes dans un domaine crucial pour le pays. Outre l'indispensable état des lieux des structures qui encadrent les projets publics, le renforcement du ministère du Plan dans sa mission en rapport avec les bénéfices sociaux a été l'une des propositions faites.

Page 3

## ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE

### Le député Guy Mafuta Kabongo sceptique sur l'intégration de la RDC

Intervenant à la plénière de l'Assemblée nationale du 10 décembre, Guy Mafuta Kabongo a réagi contre la signature du protocole d'accord de l'intégration de la RDC dans la zone libre-échange continentale africaine. Il estime que le pays n'est pas encore prêt pour ce genre d'accord, au regard de la concurrence qu'impose ce libre échange face à la capacité de production des biens de consommation dans l'espace commercial congolais. L'élu de Tshikapa pose comme préalable la conception d'une politique de création de la petite industrie permettant de rendre les produits locaux compétitifs,



Le député Guy-Mafuta avant l'ouverture des barrières douanières.

Page 2

## PARTENARIAT GROUPE AFRIQUE-UE

### Félix Tshisekedi pour la redynamisation des Etats du groupe ACP



Félix Tshisekedi au 9<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'ACP

« Un groupe ACP transformé et engagé en faveur du multilatéralisme », cette thématique ayant sous-tendu les travaux du neuvième sommet du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) était bien en phase avec

les aspirations et les convictions profondes de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo en matière de coopération intercontinentale. Pour sa troisième visite en terre kényane, le 9 décembre, à la faveur dudit forum, le président congolais a profité

de la tribune pour exhorter ses pairs à plus d'engagement à construire, en synergie, une nouvelle perspective au bénéfice du groupe ACP, fondée sur le rapprochement des continents.

Page 3

## GOVERNANCE PUBLIQUE

### Martin Fayulu plaide pour l'organisation des élections anticipées

Page 3

## ÉDITORIAL

## Les Algéries?

Ce jeudi, 12 décembre, le peuple algérien est appelé aux urnes pour élire son président de la République. Il a le choix entre cinq prétendants qui, soit dit en passant, ont eu toutes les peines du monde pour battre campagne. Et pour cause. Depuis dix mois, une bonne partie de leurs concitoyens est debout pour réclamer plus de liberté et le départ de la scène politique d'un certain nombre d'anciens dirigeants.

On a par-dessus tout le sentiment de voir s'affronter plusieurs Algéries : celle des manifestants, bien sûr, toujours mobilisés ; celle des responsables qui ont en main les clés du pouvoir depuis le départ forcé de l'ex-président Abdelaziz Bouteflika ; celle des personnalités en butte à la justice dont les plus emblématiques viennent d'être condamnés à de lourdes peines de prison ; celle d'une partie de la population vue lors de la campagne électorale et qui s'apprête à accomplir son devoir civique, malgré un climat malsain ; celle des personnes extérieures, parmi lesquelles les Algériens eux-mêmes et celles qui sont liées à ce pays pour des intérêts multiples ; celle, enfin, de la majorité silencieuse qui existe, et qui s'interroge sans doute où mèneront à court, moyen et long termes, tous les événements qui se déroulent sous ses yeux.

Il serait de ce fait intéressant de suivre le déroulement du scrutin présidentiel pour se faire une idée du rapport de force qui en sortira. Au cas où des troubles à l'ordre public que l'on redoute ne se produiraient pas, que les Algériens attachés au dénouement de la crise au moyen du suffrage universel s'expriment librement, l'un des cinq candidats en lice serait élu président de la République. Peut-être que deux d'entre eux obtiendraient le ticket pour un ultime second tour destiné à les départager. Les autorités de transition semblent avoir pris les dispositions qui conviennent pour que le processus se conclut dans la quiétude.

Néanmoins, n'ayant pas encore dit leur dernier mot, les hommes et les femmes qui composent avec la rue depuis déjà assez longtemps demeurent une inconnue majeure pour les futures nouvelles autorités. A la recherche d'une alternance qui paraît difficile à improviser, ils pourront continuer d'arpenter les places publiques à Alger et dans d'autres villes du pays. Dans ces conditions, la tâche de l'homme qui prendra la tête de l'Algérie dans les semaines à venir serait davantage compliquée. A quoi cela servirait-il de ne pas envisager une sorte de paix des braves, de ne pas réaliser que ceux qui prendront la succession de Bouteflika ont retenu la leçon ?

En dépit des griefs qui peuvent lui être portés, l'élection de ce jour ne remplit-elle pas l'office de ce recours légal voué à maintenir l'Algérie dans l'unité dont elle a toujours été si jalouse ?

*Le Courrier de Kinshasa*

## ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE

## Le député Guy Mafuta Kabongo reste sceptique à l'intégration de la RDC

L'élu de Tshikapa pose comme préalable la conception d'une politique de création de la petite industrie permettant de rendre les produits locaux compétitifs, avant l'ouverture des barrières douanières.



Le député Guy Mafuta Kabongo à la tribune de l'Assemblée nationale./DR

Intervenant à la plénière de l'Assemblée nationale du 10 décembre, Guy Mafuta Kabongo a réagi contre la signature du protocole d'accord de l'intégration de la République démocratique du Congo (RDC) dans la zone libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Il estime que le pays n'est pas encore prêt pour ce genre d'accord, au regard de la concurrence qu'impose ce libre échange face à la capacité de production des biens de consommation dans l'espace commercial congolais. « *Le Congo, fort de ses quatre-vingt-dix millions d'habitants, est une proie face à tous ses voisins qui trouvent un marché pour écouler leurs produits. Faute de petites industries, les produits congolais ne sont pas actuellement compétitifs face à la concurrence qu'engendre-*

*rait pareille situation. En effet, la RDC n'exporte rien, tous les produits de consommation courante proviennent de l'étranger. Et ces pays vendent leurs produits à des prix hors concurrence. Il suffit de passer une journée à Lufu, Kamaiko ou Kasumbalesa pour s'en rendre compte...* », a-t-il fait remarquer, alléguant que le pays n'y gagnerait rien.

#### Une politique axée sur la création de petites industries

Dans cette réaction, le député a, par ailleurs, recommandé au gouvernement, avant l'ouverture des barrières douanières, la conception préalable d'une politique d'intégration axée sur la création des petites industries en vue de rendre les produits nationaux compétitifs. Il a proposé également au ministère chargé du Commerce extérieur la normali-

sation des produits pour l'exportation ainsi que la modernisation de la douane, avec une stricte application des normes de l'origine des produits.

Précisons que l'Assemblée nationale, lors de cette plénière, a autorisé la ratification de l'accord de la Zlecaf. Le projet de loi autorisant cette ratification a été soumis par le ministre du Commerce extérieur, Jean Lucien Bussa Tongba, à la huitième réunion ordinaire du Conseil des ministres, tenue le 1er novembre dernier, à la Cité de l'Union africaine à Kinshasa, et adopté en présence du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi.

Après cette approbation, les deux chambres du parlement congolais devraient autoriser sa ratification pour permettre sa promulgation par le président de la République.

*Lucien Dianzenza*

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués :  
Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Rominique Nerplat  
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,  
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service)

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,  
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,  
Stanislas Okassou, Jeff Tamaf.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : [imp-bc@adiac-congo.com](mailto:imp-bc@adiac-congo.com)

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepêchesdebrazzaville.com](http://www.lesdepêchesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : 06 700 09 00  
Email : [regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr)  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PARTENARIAT AFRIQUE-UE

## Félix Tshisekedi pour un groupe ACP revisité

Les travaux du neuvième sommet du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), se sont déroulés, le 9 décembre dans la capitale kényane, Nairobi, sur le thème « Un groupe ACP transformé et engagé en faveur du multilatéralisme », qui cadre bien les aspirations et les convictions profondes du chef de l'Etat congolais en matière de coopération intercontinentale.

Pour sa troisième visite au Kenya, à la faveur du forum du groupe ACP, le président congolais a profité de cette tribune pour exhorter ses pairs à plus d'engagement à construire, en synergie, une nouvelle perspective au bénéfice du groupe, fondée sur le rapprochement des continents. Faire du groupe ACP un levier multisectoriel de développement socio-économique et de la volonté d'agir ensemble autour de grands défis mondiaux, tel est le soubassement de l'approche qu'il veut expérimenter avec, à la clé, une intégration intra régionale participative.

Félix Tshisekedi s'est fait, à l'occasion, le chantre d'un

multilatéralisme fondé sur le rapprochement des continents par la promotion des investissements privés, des échanges commerciaux et la création d'emplois durables. « Le multilatéralisme que nous voulons pour un ACP renforcé et engagé voudrait que nos Etats du Sud, en considérant le chemin parcouru depuis les indépendances, travaillent autour des intérêts communs qui les caractérisent », a-t-il indiqué, soucieux de voir cette organisation sortir des sentiers battus pour « jouer un rôle efficace en tant qu'acteur mondial ».

Pour ce faire, a nuancé le président congolais, les contri-

butions régulières des Etats membres ainsi que l'implication du secteur privé comme agent important du développement sont requises. Il reste convaincu que ce n'est qu'au prix de l'union dans l'effort que les Etats membres de l'ACP pourront, par des actions concertées, améliorer indéniablement l'efficacité de la coopération dans le domaine qui apporte des solutions aux conditions de vie de leurs populations respectives. Plus concrètement, a-t-il expliqué, il s'agit d'ériger « une alliance politique forte avec comme objectif de mettre au point des solutions aux besoins propres de chaque région ».

Tout en plaidant pour la mise en œuvre efficace des Objectifs de développement durable par les Etats membres du groupe ACP, Félix Tshisekedi a, par ailleurs, martelé sur « l'intégration ré-

gionale intra-ACP » censée permettre aux Etats membres d'améliorer leurs compétitivités pour relever ensemble les défis de la mondialisation. Et l'un des défis majeurs à relever prioritairement demeure justement l'insécurité qui affecte plusieurs régions d'Afrique, notamment la région sahélo-saharienne et la région des Grands Lacs livrées, toutes deux, à la merci des terroristes opérant sous le couvert des groupes armés locaux et étrangers. « Je sollicite des engagements fermes et une solidarité de nos liens autour des situations de terrorisme, d'extrémisme violent et de radicalisation », a lâché le chef d'Etat congolais, tout en sollicitant, en vertu de la Charte des Nations unies, en faveur des deux zones précitées, l'appui matériel et opérationnel des partenaires du Groupe ACP.

Quarante-quatre ans après l'Accord de Georgetown qui constitue l'acte de naissance officiel du groupe ACP et près de vingt ans après l'Accord de Cotonou, l'unique cadre juridique de coopération régissant les relations entre l'Union européenne (UE) et les soixante-dix-neuf pays ACP, beaucoup d'eau a coulé sous le pont. Plus que jamais, les Etats membres sont mieux placés pour déterminer, dans la cohésion, leurs propres ambitions sociales en parlant d'une seule voix, mais aussi, pour entrevoir de nouvelles perspectives qu'impose le nouvel ordre économique mondial.

Quittant Nairobi avec le sentiment du devoir accompli, Félix Tshisekedi a formulé le vœu de voir Kinshasa abriter la prochaine session du Conseil des ministres ACP-UE prévue en 2020.

Alain Diasso

## INVESTISSEMENTS

## Mettre fin au désordre dans l'exécution des projets

L'une des recommandations fortes de la Conférence nationale de haut-niveau sur la gestion des grands projets publics d'investissements, axée sur les bénéfices sociaux, a porté sur la nécessité ou l'urgence de dresser un véritable état des lieux des structures chargées de ces projets.

La rencontre a revêtu une importance réelle pour la République démocratique du Congo (RDC) engagée inlassablement dans la voie du développement. Les participants sont essentiellement les coordonnateurs de projets logés au sein des différents ministères ainsi que des experts provenant des différentes structures qui interviennent au niveau stratégique et opérationnel dans la gestion des projets du secteur public. Pendant deux jours, le débat a permis de soulever des préoccupations légitimes dans un domaine crucial pour le pays.

## Recommandations

Outre l'indispensable état des lieux des structures qui encadrent les projets publics, d'autres recommandations proposent, par exemple, leur redynamisation et le renforcement du ministère du Plan dans sa mission en rapport avec les bénéfices sociaux. Une autre recommandation porte sur la nécessité de doter chaque ministère de l'ISO et d'y créer un organisme de certification des normes.

Les participants ont proposé aussi la création d'une structure de certification qualité et d'audit des performances, et le

renforcement des capacités des missions du Senarec. Pour des raisons d'efficacité, les experts ont préconisé désormais la création d'une structure multisectorielle chargée des innovations au niveau du ministère du Plan, le développement du système de coaching et l'organisation des consultations et échanges des connaissances avec d'autres pays.

## Les nouveaux enjeux

Dans l'ensemble, l'idée est de mettre en confrontation deux écoles : la gestion axée sur les résultats et la gestion axée sur les bénéfices sociaux. Il en ressort que les formateurs ont réussi à démontrer le caractère complémentaire des deux approches, surtout en termes d'effets. Le plus grand défi sera de doter le pays de structures de gestion des projets et programmes plus pérennes pour assurer le suivi bien au-delà du cycle reconnu du projet en question. Il est question de s'assurer justement de l'atteinte des bénéfices sociaux au niveau de la population.

Le changement fondamental vise d'abord à améliorer la façon de travailler. Comme l'a révélé un membre du gouvernement central, la clôture annoncée de tous les programmes coïncide avec la dissolution des agences ou unités d'exécution des projets. En définitive, les résultats de ces travaux ouvriront la voie à une amélioration des dispositifs tant institutionnels que fiduciaires de gestion des projets.

Laurent Essolomwa

## GOUVERNANCE PUBLIQUE

## Martin Fayulu plaide pour l'organisation des élections anticipées

L'opposant qui séjourne encore en Europe a accordé mardi, à cinq jours de son retour au pays, une interview à France 24 dans laquelle il a livré son opinion par rapport à la conduite des affaires de l'Etat en République démocratique du Congo (RDC) sous le leadership de Félix Tshisekedi.

Le candidat malheureux à la présidentielle de décembre 2018 n'est pas allé, comme à ses habitudes, par quatre chemins, pour fustiger la présidence de celui qui fut son ex-challenger. « Il n'y a pas d'Etat. L'Etat est totalement en faillite, les gens qui sont là sur place n'ont pas de légitimité. Ils ne peuvent pas assurer la protection des congolais », a-t-il lancé sur un ton ferme. Le leader de la plate-forme de l'opposition Lamuka, qui n'a jamais renoncé à son combat pour la vérité des urnes, a réitéré son sempiternel crédo, celui d'être le vrai gagnant de la présidentielle de décembre 2018, « celui que les Congolais ont véritablement élu ». Face à ce qu'il considère comme une « crise de légitimité » dans laquelle se feutre actuellement la RDC, Martin Fayulu a rappelé son plan de sortie qui gravite essentiellement autour de l'organisation des élections anticipées. Il y est revenu en précisant que « ces élections anticipées devraient être précédées des grandes réformes, no-



Martin Fayulu

tamment de la Ceni et de la Cour constitutionnelle ».

Concernant la question de l'insécurité à l'est du pays, Martin Fayulu n'a pas eu sa langue dans la poche. Pour lui, l'insécurité qui sévit dans cette partie du pays est le fait « d'une armée congolaise infiltrée avec des généraux sous sanctions » qui ne parvient pas à stabiliser le territoire national à côté d'une Monusco également frustrée devant son impuissance à ramener la paix dans l'ex-Kivu et ailleurs où ses hommes sont déployés. Il estime que les problèmes d'insécurité, particulièrement à Beni, sont difficiles à résoudre du fait

de l'illégitimité qui caractérise les dirigeants actuels du pays. « La population de Beni n'est protégée ni par les Fardc ni par la Monusco », a-t-il indiqué.

Sur la question des violations des droits de l'homme, le leader de l'Ecidé a plaidé non seulement pour le maintien des sanctions de l'Union européenne et des États-Unis contre les personnes à la base de l'instabilité actuelle, mais également pour l'extension de celles-ci aux dirigeants actuels qui se distinguent dans le détournement et corruption comme dans l'affaire quinze millions.

A. D.

## LEADERSHIP FÉMININ

## La troisième édition du forum «Les Héroïnes» a vécu

Après Dakar et Abidjan, Kinshasa a accueilli, le 10 décembre, la rencontre événementielle de haute facture placée sur le thème « Toutes actrices du changement », organisée par Jeune Afrique media Group en partenariat avec le Groupe Adiac.

Réunissant plus de deux cents femmes cadres et entrepreneures de plusieurs horizons professionnels, la première édition kinoise du forum « Les Héroïnes » a offert un cadre d'échange d'expériences et d'opportunités à toutes les participantes, déterminées à impacter leur environnement en mettant en évidence capacités professionnelles et valeurs humaines.

En une journée seulement, les femmes leaders et ambitieuses ont, à travers leurs témoignages poignants et expériences enrichissantes, suscité un sentiment de révolte positive auprès des participantes à ce forum, les poussant ainsi à nourrir des ambitions pouvant changer leur vécu quotidien. « *Je suis émue de voir des femmes d'une telle grandeur d'esprit. Des femmes qui ont bravé des us et coutumes pour se frayer un chemin dans le roc et aujourd'hui on parle d'elles. Des femmes qui ont dénoncé des antivivaux. Moi aussi, je dis, je suis femme comme elles donc je suis capable de relever le défi. J'ai un sentiment de révolte positive en moi...* », a déclaré Annie Kabamba, l'une des participantes.

Le programme du troisième forum «Les Héroïnes» avait prévu dans l'avant midi deux conférences en plénière. La première

a porté sur les témoignages de quatre femmes, actrices du changement. Sous la modération de Marlène Ngoyi, administratrice directrice générale de la BGFI Bank, les quatre panélistes, à savoir Marceline Kaozi, fondatrice de MKF consulting, Aline Sonya Masangu, fondatrice Ets Copy N'More, Nicole Ntumba Bwatshia, conseillère du chef de l'Etat au collège juridique et administratif, et Manzanza Badjoko, administratrice de société, ont planché notamment sur les considérations socioculturelles et le harcèlement sexuel qui empêchent la femme d'évoluer. Elles ont invité les femmes à briser le plafond de verre pour faire évoluer les choses. Au sujet du harcèlement sexuel, elles ont été toutes unanimes qu'il faut le dénoncer au moindre geste déplacé même si cela n'est pas facile à faire.

#### Réservoir de talents féminins inexploités

La deuxième conférence plénière, axée sur l'entrepreneuriat féminin : défis et perspectives, a été animée par Patricia Gieskes, fondatrice de The job factory; Françoise Kielende, fondatrice de F.Thabita Business; Fifi Kikangala, fondatrice d'Omoy-Omoy, sous la modération de Joelle Kabayo, responsable



Les participantes à la conférence plénière sur l'entrepreneuriat féminin./Adiac

Segment des femmes entrepreneures, Rawbank. Ces trois femmes ont émerveillé l'assistance avec leurs expériences hors pair. Epanouies chacune dans son domaine d'intervention, elles ont appelé leurs congénères à faire preuve de courage, d'abnégation et surtout de détermination. « *Pour réussir, nous devons travailler dix fois plus que les hommes. Il nous faut de la persévérance, la rage de réussir et le sérieux* », a conseillé Françoise Kielende, fondatrice de F.Thabita Business.

Les ateliers, cinq au total portant sur le capital humain, estime de soi, le syndrome de l'imposteur et Meet the Boss, ont permis aux femmes de s'exprimer davantage et d'acquérir des expériences dans plusieurs

domaines de la vie professionnelle. La conférence plénière sur « *La politique du genre en Afrique, focus sur la RDC* », introduite par le directeur général adjoint de Jeune Afrique Media Group, Yves Biyah, a clos les assises.

Réjoui de la participation fleuve de deux cent cinquante Kinois, le forum a devancé les précédents de Dakar et Abidjan. Il a néanmoins émis son regret quant à la sous-représentation des femmes dans les postes de direction.

La session d'échange conduite par Sébastien Guichard et Christelle Eustache de Deloitte, respectivement de la RDC et du Congo-Brazzaville, s'est étendue sur le sujet partant des expériences spécifiques de Marie-Chantal Kaninda, directrice exécutive des affaires administratives de Glencore RDC,

Eliane Munkeni, experte comptable agréée, Jok Oga, directeur du Capital humain de la Rawbank RDC et Mireille Kabamba, directrice générale de Canal+ RDC. Chacun des panélistes a prôné l'effectivité de la diversité et l'inclusion des genres dans les entreprises. Offrir l'égalité des chances au regard des compétences, forts de la conviction qu'« *au niveau féminin, il y a du répondant, des talents* », comme l'a affirmé Jok Oga. Marie-Chantal Kaninda a, d'autre part, parlé du « *réservoir de talents féminins inexploités* » et encouragé la création d'un nouveau contexte de travail possible grâce aux nouvelles technologies qui permettent aux femmes d'assumer même les tâches consacrées masculines.

**Blandine Lusimana  
et Nioni Masela**

## VIE DES PARTIS

## Vital Kamerhe n'a pas désavoué Baudouin Mayo

L'Union pour la nation congolaise (UNC) rassure sur les bonnes relations entre son président et son secrétaire général.

Des sources proches de l'UNC et de son président indiquent que les relations sont au beau fixe entre ce dernier et le secrétaire général de cette formation politique et vice-Premier ministre, ministre du budget.

Un communiqué attribué à ce parti souligne que le prétendu désaveu de Baudouin Mayo par Vital Kamerhe ne serait qu'une stratégie de sa déstabilisation. L'un des directeurs adjoints de la presse présidentielle et cadre de l'UNC, Giscard Kusema, relève des éléments démontrant que le document qui circule sur le net, dans lequel Vital Kamerhe annonce le désaveu du secrétaire général de son parti, était un faux. « *Pas besoin de contacter les instances du parti pour se rendre compte qu'il s'agit d'un produit sorti de laboratoire anti-Vital Kamerhe, comme ils savent en produire tous les jours dans le but machiavélique de nuire* », a-t-il indiqué, précisant que l'UNC disposerait des canaux officiels pour vulgariser ses dé-

clarations.

A l'en croire, l'entête « *Bureau politique national* » qui trône sur ce document n'a jamais existé dans l'administration



Vital Kamerhe remettant les insignes du parti à Baudouin Mayo/DR

de l'UNC, et qu'en date du 10 décembre, le bureau politique national de ce parti n'a jamais été en réunion, comme signifié dans le fameux communiqué

attribué au président de cette formation politique.

Giscard Kusema a également fait remarquer que toutes les réunions du bureau politique national de l'UNC ont toujours été médiatisées et un communiqué lu par le porte-parole du parti sanctionne la réunion. Ce cadre

des raisons d'incompatibilité avec ses fonctions officielles. « *Ceci étant, le document qui circule est un faux ! Cet autre produit de laboratoire procède simplement d'une stratégie de déstabilisation de ce parti politique dont les rangs sont très resserrés et la discipline, le*

firmé que tout allait très bien. A l'en croire, c'est le président de son parti et directeur de cabinet du chef de l'Etat lui-même qui l'avait informé de la circulation d'un « *papier sale* » sur lui. « *ça ne nous concerne pas. Le président de mon parti et moi, nous sommes bien et nos relations sont au beau fixe. Je ne sais pas dans quel dessein ils font tout ça. Rien ne change* », a-t-il conclu.

Dans ce communiqué publié sur le net et attribué à sa direction, l'UNC retirerait sa confiance à son secrétaire général et vice-Premier ministre pour « *manquement grave aux principes et directives du parti* ». Tirant les conséquences de cette situation, cette formation politique aurait promis de notifier ses partenaires de la coalition Cap pour le changement-Front commun pour le Congo de cette décision et de procéder à la proposition de trois noms à soumettre au Premier ministre pour le remplacer au gouvernement, dans le quota revenant à ce parti, selon les accords de coalition.

**Lucien Dianzenza**

de l'UNC a également assuré qu'il n'y a jamais eu de conflit entre le président national de l'UNC et son secrétaire général, Baudouin Mayo, contraint de prendre congé du parti pour

« *maître-mot* », a-t-il conclu. S'exprimant, le 11 décembre, sur ses relations avec Vital Kamerhe, le vice-Premier ministre, ministre du Budget, a af-

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Un nouveau recteur pour l'Agence universitaire de la Francophonie

Elu le 8 décembre à Montréal, au Canada, pour un mandat de quatre ans renouvelable une fois, Slim Khalbous, professeur des universités en sciences de gestion, remplace Jean Paul de Gaudemar et devient ainsi le cinquième à occuper la fonction. Il assurera la direction générale exécutive de l'Agence.

Le Tunisien Slim Khalbous, ministre de l'Enseignement supérieur dans son pays nommé en 2016, a dirigé en parallèle et par intérim, en 2017, le ministère de l'Education (primaire et secondaire) pendant cinq mois. Il enseigne depuis 1995 dans les universités tunisiennes et en tant que professeur-invité dans plusieurs universités en France, au Maroc et au Liban. Il a été directeur général doyen élu de HEC-Tunis-Université de Carthage de 2011 à 2016. Il est titulaire d'un doctorat en sciences de gestion (2000), d'un DEA en gestion d'entreprise de l'Université de Toulouse (1994) et d'un DEA en science politique de l'Institut d'études politiques de Toulouse (1996).

« Je tiens à rendre hommage à mon collègue Jean Paul qui a parfaitement incarné l'esprit de l'Agence durant son mandat. Grâce à lui et son équipe, l'AUF a maintenu son attractivité en se rapprochant des mille membres en 2019. L'Agence a également adopté et commencé la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse 2017-2021 pour le développement de la francophonie universitaire », a déclaré Slim Khalbous, lors de la céré-



La photo de famille

monie de passation entre les deux recteurs, organisée par le président de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), Sorin Mihai Cîmpeanu, à l'université de Montréal qui héberge le siège de l'Agence depuis sa création. Le nouveau recteur souhaite poursuivre avec l'ensemble de

l'équipe de l'Agence la mise en place de cette stratégie et élaborer celle de la période 2021-2024. Une stratégie qui devrait permettre à l'AUF de confirmer son changement de palier pour devenir l'acteur incontournable de l'espace francophone en matière de savoir et de développement

des compétences dans le monde. Slim Khalbous entend développer davantage encore les thèmes transversaux de prédilection de l'Agence et de la Francophonie en général, à savoir la numérisation, la modernisation des systèmes éducatifs, l'employabilité, l'innovation et l'esprit entrepreneurial.

Il s'attachera enfin à mettre l'AUF au service de l'attractivité de la francophonie universitaire, scientifique et professionnelle auprès de la jeunesse mondiale.

Intervenant en dernier lieu, le président de l'AUF, Sorin Mihai Cîmpeanu, a remercié le recteur sortant et félicité le nouveau pour son élection, en lui souhaitant plein succès dans ses nouvelles fonctions.

Créée il y a près de soixante ans, l'AUF est l'une des plus importantes associations internationales d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche avec neuf cent quatre-vingt-dix membres dans cent dix-huit pays. Elle est également l'opérateur de la Francophonie pour l'enseignement supérieur et la recherche. L'AUF agit pour une francophonie universitaire solidaire, engagée dans le développement économique, social et culturel des sociétés. Elle accompagne ses établissements membres à relever trois grands défis : la qualité de la formation, de la recherche et de la gouvernance universitaire ; l'insertion professionnelle et l'employabilité des diplômés ; l'implication dans le développement global des sociétés.

Guillaume Ondzé

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr  
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



## BURKINA FASO

## Le président Kaboré invite la population à «ne rien céder» devant les attaques terroristes

Le chef de l'Etat burkinabè a demandé, avant-hier dans la soirée, à ses concitoyens «à ne rien céder» aux groupes rebelles qui endeuillent le pays depuis plus de quatre ans, dans un message radiotélévisé diffusé à l'occasion de la célébration, hier, du cinquante-neuvième anniversaire de l'indépendance du pays.

« Devant la recrudescence des attaques des groupes armés terroristes qui tentent de mettre à mal notre vivre-ensemble, j'invite les communautés burkinabè à ne rien céder aux forces du mal qui font tout pour détruire notre nation », a-t-il lancé.

« Au regard de l'importance des défis à relever au plan sécuritaire, je renouvelle mon appel à une trêve sociale et à une union sacrée de tous les fils et filles autour des forces de défense et de sécurité pour vaincre le terrorisme et poursuivre les actions de développement économique et social du Burkina Faso », a insisté Roch Marc Christian Kaboré.

Depuis 2015, le Burkina Faso est la cible d'attaques terroristes qui ont fait plus de sept cents morts et des milliers de déplacés. A ces derniers, il a voulu les assurer « de l'engagement déterminé du gouvernement à créer les conditions de leur retour dans leurs localités respectives, dans la sécurité et la dignité ».

Le président Kaboré a rappelé que des efforts se poursuivaient au plan bilatéral et multilatéral, notamment au sein du G5 Sahel dont il assure actuellement la présidence, pour améliorer l'efficacité de la réponse à apporter aux actions des groupes armés terroristes au Sahel et pour le développement des pays concernés, à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Niger, la Mauritanie et le Tchad.

Xinhua

## FORUM DES PARLEMENTS DE LA CIRGL

## Le Congo passe le témoin au Burundi

A la tête de l'institution depuis un an, le président de l'Assemblée nationale du Congo, Isidore Mvouba, a cédé le témoin à son homologue burundais, Pascal Nyabenda, à l'issue de la dixième session ordinaire de l'Assemblée plénière, tenue du 4 au 7 décembre à Bujumbura, sous la présidence de Pierre Nkurunziza, chef de l'Etat burundais.

La présidence tournante du Forum des parlements des pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (FP-Cirgl) est désormais assurée par la République du Burundi. En effet, le Congo qui assumait cette fonction depuis décembre 2018 vient d'achever son mandat. Le Burundi a également succédé au Congo à la présidence du comité exécutif du FP-Cirgl que dirigeait jusque-là le sénateur Daniel Abibi. Ce dernier a passé le témoin au député burundais, Claude Nahayo.

Présidant désormais aux destinées de cette institution sous-régionale, Pascal Nyabenda reconnaît la délicatesse de sa mission dans un espace souvent en proie à des crises politiques, sécuritaires et humanitaires. « Nous adressons nos chaleureuses félicitations au très honorable Isidore Mvouba pour les très importantes réalisations connues pendant son mandat. Nous savons bien que piloter le forum n'est pas une tâche aisée dans une région constam-



Pierre Nkurunziza, au centre, présidant la cérémonie d'ouverture des travaux/DR

ment secouée par des conflits armés et des crises sociopolitiques », a indiqué le président de l'Assemblée nationale du Burundi.

Le président sortant du FP-Cirgl, Isidore Mvouba, a, de son côté, souhaité bon vent à son successeur, s'engageant à le soutenir. « Le mandat d'une année d'exercice qui touche à son terme nous a permis de comprendre que le bien-être universel c'est de vivre pour les autres. Nos Etats doivent être semblables à ces bâtisseurs avisés qui construisent sur le roc ; le roc de la solidarité et du développement durable », a-t-il rappelé, soulignant la nécessité de faire

participer les femmes dans les processus de négociation.

Selon lui, la thématique de la rencontre de Bujumbura, à savoir « Coopération pour la prévention des conflits », tranche par sa pertinence. Si la paix et la sécurité préoccupent au plus haut point la Cirgl, a rappelé Isidore Mvouba, c'est parce que ces deux piliers fondamentaux pour le développement des Etats sont une attente basique des peuples laborieux et courageux habitant cette partie de l'Afrique. Il a ensuite pris l'engagement de transmettre au président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, le message de son homologue burundais, Pierre Nkurunziza,

à l'ouverture de l'assemblée plénière.

### Leadership du chef de l'Etat congolais dans la lutte contre Ebola reconnu

S'agissant des travaux de la dixième Assemblée plénière, les députés et sénateurs du FP-Cirgl ont pris une série de résolutions et de recommandations. Ils ont, par exemple, suggéré aux chefs d'Etat la convocation d'un sommet devant aboutir à une solution pacifique du différend qui oppose le Burundi au Rwanda. Les participants ont, par ailleurs, encouragé les gouvernements des Etats membres de la Cirgl à prendre des mesures néces-

saires pour contrôler la propagation de l'épidémie à virus Ebola. C'est ainsi qu'ils ont salué le leadership du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, président en exercice de la Cirgl, pour son engagement dans la lutte contre cette maladie dans la sous-région.

Ils ont, enfin, pris une résolution sur la situation politique, sécuritaire et humanitaire au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud. Notons que la onzième session ordinaire de l'Assemblée plénière du FP-Cirgl se tiendra du 2 au 5 décembre 2020, au Kenya.

Le président Pierre Nkurunziza a lancé un appel à la Cirgl et à toutes les organisations internationales et régionales concernées par la sécurité de jouer pleinement leur rôle en la matière. Elles devraient également créer des conditions de la mise en œuvre des conventions internationales et régionales relatives à la paix et à la sécurité.

Parfait Wilfried Douniama

## LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

## Les Etats exhortés à plus de vigilance aux problèmes liés au développement

Dans son rapport 2019 publié le 10 décembre, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) s'inquiète des inégalités au sein des communautés à travers le monde, demandant aux gouvernants de mettre sur pied une politique efficace susceptible de remédier aux écarts de niveau de vie que subissent de millions de personnes.

Intitulé « Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXI<sup>e</sup> siècle », le rapport explique qu'au moment même où les écarts de niveau de vie de base se resserrent pour des millions de personnes, les besoins pour réaliser son potentiel évoluent. Il met en lumière les préjudices profonds causés aux sociétés par les inégalités systémiques.

Selon cette évaluation, bien que les progrès et les efforts aient été faits au plan de la lutte contre la pauvreté, la faim et les maladies, la vague de manifestations qui déferle actuellement sur le monde est le reflet du dysfonctionnement continu d'un grand nombre de sociétés. Car, le dénominateur commun n'est autre que les inégalités constatées au niveau des communautés. Cela s'illustre aisément à travers le fait que les générations plus âgées continuent de lutter contre l'analphabétisme, tandis que les plus jeunes essaient de faire le saut du primaire au secondaire. « Différents détonateurs poussent les popula-

tions à descendre dans la rue : le coût d'un billet de train, le prix de l'essence, les revendications politiques d'indépendance. Ces manifestations sont une nouvelle expression des inégalités et, comme le fait ressortir le rapport sur le développement humain, les inégalités ne sont pas sans solutions », a déclaré l'administrateur du Pnud, Achim Steiner,

### Une nouvelle divergence constatée au niveau des générations

Spécifiant les éléments qui font preuve de ces inégalités croissantes, le document de l'organisation onusienne souligne qu'une nouvelle génération d'inégalités voit le jour, notamment autour de l'éducation mais aussi de la transformation technologique et des changements climatiques. Ces deux grands bouleversements qui, faute d'être maîtrisés, pourraient déclencher une nouvelle grande divergence dans la société. D'autant plus qu'au XX<sup>e</sup> siècle, les inégalités concernaient essentiellement les besoins fondamentaux, plus précisément les revenus, l'accès à l'éducation et à la santé. Mais, à l'heure actuelle,

il est constaté une nouvelle génération d'inégalités. Elles sont liées à deux bouleversements sismiques, à savoir l'avènement des nouvelles technologies, la quatrième révolution industrielle, l'économie numérique et le changement climatique. Dans les pays à développement humain très élevé, par exemple, les abonnements à l'internet haut débit fixe progressent quinze fois plus vite que dans les pays à développement humain faible. Et la proportion d'adultes ayant fait des études supérieures augmente plus de six fois plus vite.

« Les études universitaires ou le haut débit, autrefois considérés comme un luxe, sont de plus en plus importantes pour réussir. Ceux qui n'ont qu'un niveau de vie de base voient disparaître les barreaux de l'échelle qui mène à leur avenir », déplore le rapport, en ajoutant que l'enquête de l'agence onusienne analyse les inégalités en trois temps : au-delà des revenus, au-delà des moyennes et au-delà du temps présent. Par ailleurs, le texte soutient que le problème des inégalités n'est pas

sans solutions et propose des mesures pour s'y attaquer.

### Penser à la bonne répartition des revenus

S'appuyant sur la problématique de répartition de revenus au niveau des pays, le Pnud précise dans son rapport que l'indice de développement humain 2019 et l'indice de développement humain ajusté aux inégalités 2019 exposent que les inégalités dans la répartition de l'éducation, de la santé et des niveaux de vie empêchent les pays à progresser. Ainsi, selon ces indicateurs, les inégalités expliquent une perte de progression du développement humain de 20 % en 2018. Pour ce faire, il est recommandé la mise sur pied des politiques qui s'intéressent aux revenus telles l'investissement dans la petite enfance et tout au long de la vie ; l'amélioration de la productivité en rééquilibrant les rapports de force entre les employeurs et les travailleurs ; l'intégration des dépenses publiques en santé, en éducation et en alternative au carbone dans la fiscalité.

« Les moyennes masquent souvent la réalité des sociétés. Les tendances actuelles laissent entendre qu'il faudra deux cent deux ans pour combler l'écart économique entre les hommes et les femmes. Car, environ 50 % des habitants de soixante et dix-sept pays jugent que les hommes font de meilleurs dirigeants politiques que les femmes et plus de 40 % sont d'avis que les hommes font de meilleurs cadres », ajoute encore le rapport, avant d'indiquer que le Pnud encourage les politiques qui œuvrent pour équilibrer la répartition des revenus et des soins, en particulier des enfants. Parce qu'une grande partie de la différence de revenus du travail entre les hommes et les femmes tout au long de leur vie intervient avant l'âge de 40 ans. « Reconnaître le vrai visage des inégalités est un premier pas. La suite est un choix qu'il appartient à chaque dirigeant de faire », conclut le document.

Rock Ngassakys

## ALGÉRIE

## Plus de vingt-quatre millions d'électeurs appelés aux urnes

L'élection présidentielle algérienne, considérée comme cruciale et décisive après la démission d'Abdelaziz Bouteflika, aura lieu le 12 décembre pour sortir le pays de la crise politique qu'il traverse depuis plusieurs mois.

Au total, 24 474 161 électeurs, dont 914 308 inscrits au niveau des centres diplomatiques et consulaires à l'étranger, ont été recensés lors de l'opération de révision périodique des listes électorales, effectuée en octobre dernier par l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie). Le nombre des nouveaux inscrits durant cette révision s'élève à 289 643 électeurs, tandis que le nombre des radiés a atteint, durant la même opération, un total de 123 239 électeurs, précise l'Anie, relevant que l'électorat a augmenté de 165 804 électeurs, soit une hausse de 0,67%.

Concernant l'encadrement de l'opération de vote, l'Anie a fait état de la mobilisation de 501 031 encadreurs, dont 427 854 encadreurs de bureaux

de vote et 66 410 encadreurs de centres de vote. En outre, 61014 bureaux de vote ont été mobilisés à travers le territoire national, dont cent trente-cinq bureaux itinérants, répartis comme suit : 30 301 bureaux pour hommes, 26 569 bureaux pour femmes et 4 009 bureaux mixtes. Les centres de vote sont au nombre de 13 181, dont 1 756 pour femmes.

Dans ce cadre, le président de l'Anie, Mohamed Charfi, avait assuré que les procédures qui seront adoptées en prévision de ce rendez-vous électoral et le système informatique qui sera utilisé pour la surveillance et l'assainissement des listes du corps électoral « relègueront la fraude au domaine de l'impossible ».

Il a soutenu également que l'objectif après la présiden-

tielle de jeudi est « *au-dessus des conceptions de certains individus* », affirmant qu'elle « *constituera une plate-forme solide pour les échéances électorales futures* ». Il a exhorté, à cet effet, les électeurs à prendre part à ce rendez-vous « historique et crucial » que connaîtra le pays, estimant que « *le futur président devra être en mesure de prendre des décisions courageuses, et le citoyen est appelé à voter en faveur de la personne qui lui semble compétente et à la hauteur de cette responsabilité* ».

#### Le taux de participation scruté de près

Les vingt-quatre millions d'électeurs ont le choix entre cinq candidats. Mais aucun

d'eux n'est à ce jour reconnu par les manifestants qui, tous les vendredis depuis le 22 février dernier, se retrouvent dans les rues d'Alger.

Selon certaines sources, une partie d'entre eux rejette la présidentielle et considère que les postulants représentent la continuité de l'ancien système, puisqu'ils ont tous, à des degrés divers, été proches du pouvoir. La plupart des Algériens et manifestants opposés au scrutin n'envisagent pas de se déplacer pour voter.

L'élection présidentielle de ce 12 décembre est également différente de toutes celles organisées depuis l'avènement du pluralisme politique, en 1989, dans le pays. Certes, le système algérien est habitué à faire face aux crises, notamment lors de la présiden-

tielle. En 1995, il est arrivé à mobiliser les Algériens pour une élection présidentielle en pleine guerre civile et au moment où le Groupe islamique armé menaçait de mort tous les votants.

En 1999, il a organisé une élection présidentielle à la veille de laquelle les six candidats qui se sont présentés contre Abdelaziz Bouteflika se sont retirés en évoquant les risques de fraude. Mais jamais il n'a été confronté à une telle situation ni soumis à une telle pression populaire auparavant.

Impossible de dire combien d'Algériens se déplaceront pour voter ou si les chiffres de la participation seront fiables ou contestés. Les jours à venir s'annoncent tendus.

Yvette Reine Nzaba

## COOPÉRATION

## La Turquie prête à envoyer des troupes à Tripoli

Ankara entend renforcer son appui militaire au gouvernement libyen d'union nationale de Fayeze el-Sarraj, en se prévalant d'un accord de coopération militaire et sécuritaire signé récemment entre les deux parties.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a évoqué, le 10 décembre, l'hypothèse d'un envoi de troupes pour soutenir le gouvernement d'union nationale de Tripoli si ce dernier « formule une telle demande ». « *Si la Libye formule une telle demande, nous pourrions envoyer nos personnels (militaires), surtout que nous avons conclu un accord militaire* », a déclaré Erdogan.

Pour justifier sa proposition, le président turc fait valoir un accord « de coopération militaire et sécuritaire » signé le 27 novembre dernier, lors d'une visite à Istanbul de Fayeze el-Sarraj, le seul dirigeant que la Turquie reconnaît et soutient

face à son rival de l'est libyen, le maréchal Khalifa Haftar.

Selon Ankara, ce protocole « est une version plus large » d'un accord-cadre de coopération militaire existant entre les deux parties et « renforce les liens entre les deux armées ». Fayeze el-Sarraj est notamment soutenu par la Turquie et le Qatar. L'Italie, ancienne puissance coloniale en Libye, semble aussi en sa faveur.

Son rival Khalifa Haftar, homme fort de l'est libyen dont les forces ont lancé en avril une offensive contre la capitale Tripoli, bénéficie de son côté du soutien de l'Égypte et des Emirats arabes unis ainsi que d'un appui au moins politique, notamment des États-

Unis et de la Russie. La France a été accusée de le privilégier, ce dont elle se défend.

Recep Tayyip Erdogan fait aussi remarquer que les forces de Khalifa Haftar bénéficient « du soutien d'une compagnie de sécurité russe qui s'appelle Wagner » alors même que Moscou dément la présence de mercenaires russes sur le sol libyen.

Ces derniers mois, sans le reconnaître officiellement, les autorités turques ont multiplié les livraisons d'armes aux forces du gouvernement libyen d'union nationale, précisément des tanks et des drones armés. En octobre, un rapport confidentiel d'experts de l'ONU accusait la Turquie de violer l'embargo sur les armes imposé depuis 2011 à la Libye.

Josiane Mambou Loukoula

## SANTÉ MATERNELLE

## Le rôle des données dans le financement innovant

Malgré des progrès notables en la matière, avec notamment une baisse de 38 % de la mortalité maternelle au cours des deux dernières décennies à deux cent onze décès pour cent mille naissances vivantes, l'objectif est encore loin d'être atteint d'ici à 2030.

Selon les données de l'Organisation mondiale de la santé, la quasi-totalité de ces décès survient dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, en raison de l'inégalité d'accès à des soins de qualité. Un déficit estimé à trente-trois milliards de dollars affecte la santé génésique, maternelle, néonatale, infantile et adolescente. Pour lutter contre ce problème, de nouvelles méthodes de financement des programmes de santé maternelle apparaissent. Les modèles de financement fondés sur la performance, qui fondent en partie le financement sur la réalisation d'objectifs spécifiques, ont gagné du terrain, principalement en raison de leur orientation axée sur les résultats.

Ces modèles sont une forme d'incitation en vertu de laquelle les prestataires de santé sont - au moins partiellement - financés sur la base de leur performance par rapport à des objectifs ou actions spécifiques. Les données jouent un rôle fondamental dans ces modèles de financement fondés sur la performance; les cibles reposent largement sur un suivi et une évaluation continus des résultats. Grâce à cet impact sur le développement, l'Agence américaine pour le développement international, UBS optimus foundation, Palladium, Population services international, le Trust pour la promotion de la planification familiale Hindustan Latex et MSD for Mothers espèrent prévenir dix mille décès maternels et néonataux sur cinq ans.

Ces dernières années, la région a considérablement amélioré le taux de mortalité maternelle, qui a chuté de quarante-cinq points, passant de deux cent quarante-quatre décès maternels pour cent mille naissances vivantes en 2011-2013 à cent quatre-vingt-dix décès en 2014-2016. « Nous dépendons beaucoup non seulement des données en temps réel que nos partenaires conservent et partagent avec nous, mais également de la vérification du résultat [provenant] d'une tierce partie », indique Priya Sharma, conseillère principale en matière de politique et de financement innovant au Centre pour l'accélération de l'innovation et de l'impact de l'Usaid. Pour des investisseurs comme UBS optimus foundation, les modèles de financement innovants peuvent être un moyen d'inciter de nouvelles personnes à investir dans l'impact. Les données sont la clé pour le démontrer. « *Mieux nous pourrions prouver que leur investissement a un impact... augmente ou renforce leurs incitations à [s'engager]* », a déclaré Priya Sharma.

Noël Ndong

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME

## Les Etats-Unis font un don de matériel militaire au Niger

La coopération de défense américano-nigérienne vient de s'enrichir d'un nouveau don en matériel militaire, d'une valeur de 12,4 milliards francs CFA.

Washington, par le truchement de son ambassadeur au Niger, Eric P. Whitaker, a remis aux autorités de ce pays treize véhicules blindés Mamba, deux stations HF de base, neuf Harris HF radios à dos d'homme, six Harris HF sur véhicule, soixante et onze Motorola VHF et soixante et onze GPS.

Ce matériel de sécurité et de défense est destiné à la lutte contre le terrorisme. « Cette cérémonie marque une fois de plus la vitalité des relations entre la République du

Niger et les Etats-Unis », a déclaré Issoufou Katambé, le ministre de la Défense, lors de la remise de cet équipement.

Toujours dans le cadre de la coopération militaire et la lutte contre le terrorisme, les Etats-Unis avaient déjà offert aux forces de défense nigériennes vingt-neuf véhicules blindés en 2016, a tenu à souligner le patron des Forces armées nigériennes. Quant au diplomate américain, il a formulé le vœu que ce matériel « renforce la capacité du Niger à déployer ses forces du G5 Sahel et à améliorer la sécurité aux frontières avec le Mali et le Burkina Faso ».

J.M.L.

## NOBEL DE LA PAIX

## L'Éthiopien Abiy Ahmed plaide pour l'union contre la haine

« Pas de nous et eux » : le Premier ministre éthiopien a, en recevant sa distinction, le 10 décembre, à Stockholm, en Norvège, lancé un plaidoyer à propos à l'heure où son pays est déchiré par des violences ethniques et où ses efforts de réconciliation avec l'ex-frère ennemi érythréen piétinent.

Ahmed Abiy, 43 ans, s'est vu attribuer le Nobel de la paix pour la réconciliation qu'il a menée tambour battant avec l'Erythrée. Annoncé le 11 octobre, le prix récompense aussi ses tentatives de médiation dans une région tourmentée ainsi que ses réformes visant à démocratiser son pays, longtemps livré à l'autoritarisme.

Après des progrès spectaculaires dans les mois ayant suivi son entrée en fonction en avril 2018, le vent a tourné : sa politique d'ouverture a offert la voie à une flambée de violences intercommunautaires en Éthiopie tandis que le processus de paix avec l'Erythrée semble à l'arrêt.

Dans le discours de remerciement qu'il a tenu, en costume sombre, dans les murs fleuris de l'Hôtel de ville d'Oslo, le plus jeune dirigeant d'Afrique s'est voulu rassembleur. « Il n'y a qu'un nous car nous sommes tous liés par un destin commun d'amour, de pardon et

de réconciliation », a-t-il insisté sous le regard de la famille royale norvégienne. Le 9 juillet 2018, à l'issue d'une rencontre historique à Asmara, la capitale érythréenne, le chef du gouvernement éthiopien avait mis fin avec le président érythréen, Issaias Afeworki, à vingt ans d'état de guerre.

Ahmed Abiy a veillé à associer à sa récompense son « partenaire et camarade de paix » érythréen, le seul dirigeant que l'Erythrée ait connu depuis l'indépendance acquise en 1993. « Nous avons compris que nos nations ne sont pas ennemies mais que nous étions plutôt victimes d'un même ennemi qui s'appelle la pauvreté », a-t-il affirmé. Ancien soldat, il a aussi témoigné des ravages de la guerre, se rappelant comment son unité avait été anéantie par une attaque d'artillerie érythréenne à laquelle il avait échappé parce qu'il s'était momentanément éloigné pour trouver un meilleur signal radio.

« La guerre est l'incarnation de l'enfer pour toutes les personnes impliquées », a-t-il dit. Si l'accord de paix avec Asmara a été suivi de gestes de bonne volonté tels que la réouverture d'ambassades et de postes-frontières ou le rétablissement des liaisons aériennes, le processus de rapprochement connaît aujourd'hui des ratés.

#### Les frontières de nouveau fermées

Plusieurs postes-frontières importants sont de nouveau fermés et la question du tracé des frontières reste en suspens. « Ce travail semble être au point mort », a noté, d'ailleurs, la présidente du comité Nobel, Berit Reiss-Andersen, avant de remettre le prix. « Le comité Nobel norvégien espère que vos réalisations antérieures, conjuguées au surcroît d'encouragement que représente le prix de la paix, inciteront les parties à poursuivre la mise en œuvre des

traités de paix », a-t-elle dit.

Les experts redoutent toutefois que Ahmed Abiy soit contraint d'accorder moins d'attention au processus de paix pour pouvoir se concentrer sur les élections « libres, justes et démocratiques » qu'il a promises pour mai. Une gageure vu la situation sécuritaire actuelle en Éthiopie.

Rompant avec l'autoritarisme de ses prédécesseurs, Ahmed Abiy a levé l'état d'urgence, libéré des milliers de prisonniers politiques, créé une commission de réconciliation nationale et levé l'interdiction pesant sur certains partis. Mais cet élan de démocratisation a favorisé l'affirmation des identités ethniques. Des manifestations anti-Abiy ont ainsi débouché en octobre sur des affrontements ethniques qui ont fait quatre-vingt-six morts. Dans son discours, le Premier ministre a fustigé « les prêchiers de la haine et de la division » qui « font des ravages » au sein de la « société en utilisant les réseaux sociaux ». Les festivités No-

bel ont été assombries par son refus de s'exposer aux questions des médias : l'ex-chef d'un service d'espionnage a considérablement écourté le programme officiel et expurgé toutes les conférences de presse. « Hautement problématique », a jugé le directeur de l'Institut Nobel, Olav Njølstad. Ses services ont rétorqué qu'il était « assez difficile » pour un dirigeant en exercice de consacrer plusieurs jours à un tel événement, en particulier quand « les problèmes intérieurs sont urgents et requièrent l'attention ». Ils ont aussi invoqué son « humilité », selon eux, « guère compatible avec la nature très publique du prix Nobel ».

Le Nobel consiste en un diplôme, une médaille d'or et un chèque de neuf millions de couronnes suédoises (environ huit cent cinquante mille euros). Les autres prix (littérature, physique, chimie, médecine et économie) ont aussi été remis à Stockholm.

Nestor N'Gampoula et AFP

# AFRIKAN CAMPUS

## We will make you love learn and apply

FORMATION  
PLUG & LAY

AFRIKAN CAMPUS VOUS PROPOSE LES PROGRAMMES "PLUG AND PLAY" PARFAITEMENT ADAPTÉS À DES CADRES EN ACTIVITÉ GRÂCE À SES HORAIRES. FORMATION CERTIFIANTE



### COMMENT DÉVELOPPER SES VENTES ?

#### THÈMES :

- 1. Comment segmenter son marché (offre et demande) ?**
  - Segmentation de la clientèle (B to C, B to B)
  - Segmentation de la concurrence (Produit ou Service, Géographie, Positionnement)
  - Segmentation de l'amont (fournisseurs) et l'aval (distributeurs) du business
- 2. Quelles actions mener pour développer ses ventes ?**
  - Fidéliser sa clientèle
  - Proposer un mix marketing attrayant
  - Développer la veille marketing (nouveaux entrants, concurrents actuels etc.)

#### OBJECTIFS :

- Maîtriser les possibilités de segmentation du marché
- Maîtriser les actions à mener en vue d'augmenter le chiffre d'affaires



### LA FONCTION RH DANS LES POLITIQUES DE REMUNERATION

#### THÈMES :

- 1. La politique de rémunération**
- 2. La politique de formation**
- 3. La Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC)**
- 4. Développer les potentiels**
- 5. Mettre en place les outils de pilotage de la fonction RH**

#### OBJECTIFS :

- Comprendre et définir à la fin de cours les composantes fondamentales d'une politique de rémunération
- Effectuer un plan de formation tout en respectant les modalités de sa construction
- Connaître les nouvelles obligations légales en matière de GPEC et la mettre en place
- Etablir un distinguo entre potentiel et performance, détecter et développer le potentiel
- Enfin, être en mesure de mettre en place les outils de pilotage du processus RH et de bâtir son système



### GESTION DE PROJET AXÉE SUR LES RÉSULTATS !

#### THÈMES :

- 1. Planifier un projet ?**
- 2. Méthodes de Management de Projet axées sur le résultat : SCRUM et KANBAN ?**

#### OBJECTIFS :

- Manager une équipe projet
- Piloter un projet dans son ensemble
- Segmenter un projet en livrables successifs
- Appliquer la méthode Scrum de management de projet agile pour atteindre les résultats voulus dans un temps très court

#### PUBLIC CONCERNÉ :

Cadres, managers, consultants, entrepreneurs, dirigeants

DATE : DU 16 AU 20 DECEMBRE 2019 // DURÉE : 5H30 / JOUR (total 27H30)

// TARIF : 350 000 FCFA LA SEMAINE DE FORMATION

Plus d'informations : [info@afrikancampus.com](mailto:info@afrikancampus.com) / +242 06 532 1414 / +242 06 844 5867

## NATIONS UNIES

## L'Irlande sollicite l'appui du Congo à sa candidature au Conseil de sécurité



Denis Sassou N'Guesso s'entretenant avec Kennet Thompson

L'envoyé spécial du gouvernement irlandais, Kennet Thompson, a été reçu, le 10 décembre à Brazzaville, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Kennet Thompson est venu solliciter l'appui du Congo à la candidature de son pays au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité

des Nations unies. « Nous sommes ici parce que l'Irlande cherche un siège au Conseil de sécurité des Nations unies », a-t-il déclaré, à l'issue de l'audience.

L'envoyé spécial du gouvernement irlandais a salué les efforts du chef de l'Etat congolais en matière de coopération économique en Afrique cen-

trale, de promotion de la paix et de la sécurité, ainsi que de lutte contre les changements climatiques.

Par ailleurs, le président Denis Sassou N'Guesso a échangé, le même jour, avec le directeur de la société pétrolière italienne Eni pour la région d'Afrique subsaharienne, Guido Brasco.

La Rédaction

## CONGO-BANQUE MONDIALE

## Un nouveau cadre de partenariat conclu

Le Conseil d'administration du Groupe de l'institution de Bretton Woods a validé, le 10 décembre à Washington, un nouveau cadre de partenariat avec Brazzaville visant à soutenir la mise en œuvre de ses objectifs de développement pour la période 2020-2024.

Le nouvel accord met l'accent sur le renforcement de la gestion économique visant à améliorer le développement du secteur privé, la création d'emplois et le développement du capital humain en vue de promouvoir une croissance inclusive et durable.

« L'objectif de cette nouvelle stratégie consiste à aider la République du Congo à réaliser les réformes économiques nécessaires pour offrir de meilleures opportunités et services à tous ses citoyens. Notre engagement se concentrera sur un portefeuille de projets plus réduit mais avec des projets de plus grande envergure, plus ambitieux et ayant un impact plus important », a souligné, dans un communiqué, Jean-Christophe Carret, directeur des Opérations de la Banque mondiale (BM) pour le Congo.

Pour le directeur de la Société financière internationale (filiale de la BM) pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Aliou Maiga, cité également dans le communiqué, le secteur privé joue un rôle important dans la création d'emplois et la croissance économique des

pays émergents comme le Congo.

Outre l'objectif d'accompagner ce pays dans sa politique de diversification économique, ce partenariat comprendra également des projets en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'économie numérique.

Aligné sur les priorités du Plan national de développement du gouvernement et du récent diagnostic de la situation économique et sociale du Congo réalisé par la BM, ce cadre de partenariat s'articulera autour de deux domaines : gestion économique et diversification puis, développement du capital humain et résilience pour une croissance inclusive et durable.

Le Congo compte actuellement dix projets qui bénéficient d'un financement de quatre cent cinquante et un millions de dollars de l'Association internationale de développement et de la Banque pour la reconstruction et le développement. Ces projets sont axés sur la gestion et la diversification économique, le capital humain, la protection sociale et l'environnement.

Lopelle Mboussa Gassia

## MALI

## Le chef de la Minusma à Kidal déclaré persona non grata

Le ministre malien des Affaires étrangères, Tiébilé Dramé, a annoncé la décision, le 10 décembre, au moment où l'intéressé, Christophe Sivillon, se trouvait dans un avion en partance de son lieu de travail pour Bamako, la capitale.

« Le Premier ministre et le gouvernement ont décidé de déclarer persona non grata le chef du bureau régional de la Minusma à Kidal pour les propos qu'il a tenus la semaine dernière », a indiqué le chef de la diplomatie malienne devant la presse. Le responsable local de l'ONU avait alors vingt-quatre heures pour quitter le territoire national et un autre fonctionnaire de l'organisation à Kidal a été nommé pour assurer l'intérim du poste.

Réagissant à la déclaration du gouvernement, la Minusma a pris acte de la décision annoncée et regretté l'interprétation faite des propos de son chef de bureau à Kidal. Elle a précisé qu'aucun doute ne doit subsister sur l'engagement ferme de la mission onusienne à respecter et préserver l'unité du Mali et son intégrité territoriale.

La décision des autorités maliennes de considérer Christophe Sivillon, de nationalité française, comme persona non grata, est intervenue bien après qu'il a été relevé de ses fonctions de chef de bureau de la force onusienne à Kidal par sa hiérarchie.

A l'origine du malentendu entre Bamako et le chef de la Minusma se trouvent les propos que ce dernier avait tenus à Kidal, lors de l'ouverture du congrès du Mouvement national de libération de l'Azawad, un groupe armé indépendantiste qui contrôle cette ville. A cette occasion, celui qui était alors encore le numéro 1 local de la force internationale avait souhaité la bienvenue aux « invités et membres des délégations venues du Mali et de l'étranger ».

Les réactions du gouvernement et de la société civile ne s'étaient pas fait attendre, condamnant ces propos avec fermeté parce que les deux parties estimaient que par ces mots, le responsable local de la Minusma laissait penser que Kidal ne relevait pas de la souveraineté malienne. C'est ce qui a fait que le sort de Christophe Sivillon soit scellé dès le même jour.

Nestor N'Gampoula

## RECHERCHE

## La plus ancienne société savante s'ouvre aux Africains

Le Cercle d'études scientifiques Rayer (CESR) et la société de biologie représentée par son président Yves Christen et son ancien président William Rostène vont collaborer et ouvrir la société savante aux chercheurs africains et aux pays membres de l'Unesco.

La société de biologie, la plus ancienne des sociétés savantes dans le domaine des sciences de la vie fondée par Pierre Rayer, reconnue d'utilité publique par décret impérial, est à l'origine de la médecine moderne. Dans l'esprit humaniste de ses illustres créateurs, la société de biologie rejoint le CESR pour s'ouvrir aux chercheurs des Etats membres de l'Unesco.

## Une société née grâce à Pierre Rayer

Pierre Rayer était le médecin de Napoléon III et le fondateur de la néphrologie en France. Doyen de la faculté de médecine, membre de l'Académie de médecine, il fut président de l'Association générale des médecins de France et présida également l'Académie des sciences. Il obtint de l'empereur la création d'une chaire d'histologie et par ses qualités de visionnaire, il dota les hôpitaux d'instituts de recherche, les ancêtres des centres hospitaliers universitaires actuels.

Grand humaniste, Pierre Rayer sauva de nombreuses vies dans ses activités médicales et eut le mérite d'aider à la formation de nombreux savants dont les plus connus sont, entre autres, Claude Bernard, Casimir Davaine, Jean Martin Charcot, Charles Édouard Brown-Séquard, Emile Littré,



Yves Christen, le chercheur Rayer et William Rostène/DR

Louis Pasteur. Il imagina puis décida d'organiser des réunions à Paris, où viendraient s'éclaircir mutuellement des phénomènes de la vie, tous ceux, physiciens, chimistes, naturalistes, médecins qui s'intéressent à ces phénomènes. C'est ainsi qu'était née la société de Biologie qui continue de fonctionner depuis plus de cent soixante-dix ans.

Des noms illustres ont été membres de cette société, des

prix Nobel comme des membres étrangers, Cajal, Golgi et de Duve, mais aussi Charles Richet (Président de 1918 à 1923), Alexis Carrel, Charles Nicolle...

La société de biologie a eu une place mondiale dans le développement des sciences biologiques. Elle eut, dès le début, un journal, les Comptes rendus de société de biologie qui, depuis quelques années, est devenu Biologie Aujourd'hui.

Bruno Okokana

## CAMPAGNE SUR LES DROITS HUMAINS

## Six cents jeunes mobilisés à Brazzaville

L'humanité a commémoré, le 10 décembre, le soixante et onzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme sur le thème « La jeunesse se bat pour les droits de l'homme ». Au Congo, le ministère de la Justice et des droits humains a lancé une opération de sensibilisation aux droits et libertés fondamentaux dans la ville capitale.

La campagne de vulgarisation a été lancée par le ministre de la Justice, des droits humains et de la protection des peuples autochtones, Ange Aimé Wilfrid Bininga, en collaboration avec le Conseil consultatif de la société civile et celui de la jeunesse. Elle a commencé par Brazzaville, où six cents jeunes, filles et garçons, préalablement formés, ont été mis à contribution. Ils ont pour mission d'aller auprès de la population, surtout des jeunes, pour leur expliquer le contenu de la charte universelle des droits de l'homme, en ce qui concerne le respect des droits et libertés fondamentaux. L'opération se poursuivra progressivement sur l'ensemble du pays. L'objectif du ministère de la Justice est de permettre à chaque citoyen congolais de connaître avant tout ses droits, mais aussi de connaître ceux des autres et d'être capable de les respecter, conformément à l'esprit de la Charte universelle des droits de l'homme.

Dans cette charte dont des copies ont été distribuées à ces jeunes, il est mentionné, par exemple, à l'article premier, que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience, et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

En son article 7, la même déclaration précise que tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi, et ont droit à une protection égale. S'exprimant à l'occasion, le secrétaire exécutif du Conseil consultatif de la jeunesse, Juste Bernardin Gavet, a appelé les jeunes au respect des droits humains, socle de la liberté, de la justice et de la paix. Pour sa part, le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des ONG, Cephass Germain Ewangui, a souhaité que les droits de l'homme passent d'une réalité juridique à une réalité sociale. Rappelons que la Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée, le 10 décembre 1948, à Paris au Palais de Chaillot, par la résolution 217 de l'Assemblée générale des Nations unies. Elle précise les droits fondamentaux de l'homme.

Firmin Oyé

## CONSOLIDATION DE LA PAIX DANS LE POOL

## Les comités locaux de dialogue initiés à l'informatique

Le Haut-commissariat à la réinsertion des ex-combattants organise, du 11 au 14 décembre à Kinkala, avec l'appui des agences du système des Nations unies, une formation des membres des comités locaux de dialogue et de réconciliation visant à renforcer leurs capacités techniques à l'utilisation de l'outil informatique.

S'inscrivant dans le cadre du projet Consolidation de la paix et démarrage du processus Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) dans le Pool, la session de formation regroupe quatre-vingt-dix participants dont les membres des quinze comités locaux, les sous-préfets et les maires ainsi que d'autres personnes ressources.

Une occasion pour les formateurs de donner quelques notions basiques aux participants. Les objectifs spécifiques étant, entre autres, de leur expliquer le rôle de chaque partie de l'ordinateur; préparer le matériel didactique et les former à l'utilisation des logiciels choisis pour la réalisation des tâches de bureautique (Word, Excel) ainsi qu'à la maintenance de premier niveau et à l'utilisation d'internet.

Une initiative saluée par les bénéficiaires à l'instar du chef de cabinet du préfet du département du Pool, Jean-Marie Gambou Kengué, qui pense que cet appui substantiel des agences du système des Nations unies à l'encadrement des acteurs du terrain reste considérable et vient à point nommé. « (...) La présente session de formation vient à point nommé renforcer les capacités intellectuelles des utilisateurs, apprenants potentiels à l'outil informatique déjà mis à disposition », a-t-il souligné, invitant les participants à prendre à cœur la formation of-

ferte.

Le coordonnateur du projet Consolidation de la paix et démarrage du processus DDR dans le Pool, AG El Rhissa, a, quant à lui, rappelé que cet atelier s'inscrit dans le cadre du résultat 1 du projet « Un dialogue inclusif est entamé ». Il permettra à coup sûr, espère-t-il, aux participants d'être outillés sur l'informatique et renforcera leur rôle d'appui/conseil aux communautés. Tout ceci dans l'élaboration et la conception des initiatives communautaires contribuant à la consolidation de la cohabitation pacifique.

## S'approprier les enseignements transmis

« Les résultats du projet sont probants. Tous ces efforts communs, vers une stabilisation croissante, témoignent en grande partie de la volonté politique affichée du gouvernement. Aujourd'hui, nous vivons une paix, certes encore fragile, qui commande que tous les acteurs s'attellent à la renforcer; à travers des actions très ciblées, tenant compte de la spécificité des besoins des acteurs », a-t-il précisé. Il a ajouté que toute action pour réussir a besoin d'une stratégie, une méthode, une approche. « Je suis persuadé que ce renforcement des capacités techniques demeure un passage pour combler des attentes spécifiques, y

compris celles liées au processus DDR », a indiqué AG El Rhissa.

Présidant la cérémonie d'ouverture, le directeur de cabinet du haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Albert Samba, a laissé entendre que l'organisation de cette session de formation à Kinkala matérialise une fois de plus la paix et la cohésion sociale retrouvées dans le département du Pool. « Dans le domaine de l'informatique, nombreux ont été formés sur le tas et sont devenus meilleurs parce qu'ils ont mis du sérieux, du temps et du cœur dans leur travail. Votre tour est arrivé aujourd'hui de tirer profit de cet atelier... Que votre déplacement de vos localités respectives à Kinkala soit bénéfique tant pour vous-mêmes que pour le projet », a-t-il conseillé, exhortant les participants à s'approprier les enseignements qui leur seront transmis.

Financé par le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix, le projet Consolidation de la paix et démarrage du processus DDR dans le Pool est exécuté conjointement, depuis 2018, par le Programme des Nations unies pour le développement, le Fonds des Nations unies pour la population et le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Parfait Wilfried Douniama

## NAVIGATION AÉRIENNE

## L'Asecna réaffirme la continuité de sa mission

En prélude à la célébration des soixante ans d'existence de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et Madagascar (Asecna), son représentant au Congo, Joachim Tchissambou, a fait savoir, le 11 décembre à Brazzaville, que sa structure est toujours engagée dans la sécurisation du transport aérien sur le continent.

La sécurité du transport aérien, selon le représentant de l'Asecna au Congo, est de plus effective aujourd'hui grâce aux progrès significatifs sur le plan technique. Les contrôleurs, par exemple, ont maintenant des moyens de visualisation du trafic avec la mise en place de nouvelles technologies, notamment des guidages radars, la DSP terrestre et satellite, etc.

L'Asecna est née de la volonté de onze Etats d'Afrique et de la France qui ont ratifié, le 12 décembre 1959, au Sénégal, la convention de Saint-Louis, a rappelé Joachim Tchissambou, ajoutant que par la suite, d'autres Etats, notamment le Cameroun, le Togo, le Mali, la Guinée équatoriale et le Comores l'ont intégrée. « Le Congo est fier d'appartenir à cette agence qui a montré ses preuves au niveau international et national dont l'ambition est de fédérer l'ensemble des Etats africains pour faire de l'Afrique un ciel unique », a-t-il déclaré.

Notons que le coup d'envoi des activités relatives à la célébration du soixantième anniversaire de l'Asecna a été donné par le directeur de cabinet du ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Raphaël Ngatsono. Il a indiqué que le Congo ne fait que s'arrimer à l'évolution multidirectionnelle de cette agence de sécurité qui fait de l'Afrique un seul ciel au niveau de l'aviation civile. Un match de football a opposé deux équipes de l'Asecna, celle de La Mire et celle de la Météo. Après un score de zéro but partout, l'équipe La Mire a battu son adversaire aux tirs au but (4-2). Un trophée et une enveloppe dont le montant n'a pas été révélé au public ont été remis à l'équipe victorieuse.

Au ndzango, l'équipe A de l'Asecna a battu l'équipe B par un score de dix-sept points à huit et a reçu également un trophée plus une enveloppe.

Lydie Gisèle Oko

## ACTIONS SOCIALES

## Le Livre du Congo Blanc aide le peuple autochtone

L'organisation non gouvernementale a apporté, du 24 novembre au 2 décembre, une assistance alimentaire, financière et en logements aux personnes vulnérables âgées dans les départements de la partie nord du Congo.



Remise d'un échantillon de vivres aux autochtones/DR

L'aide à la population autochtone s'inscrivait dans le cadre du « projet troisième âge sans faim » de l'organisation que dirige Dubblon Garcel. En effet, les autochtones ont bénéficié des vivres pour les sortir de la précarité alimentaire. Quant à l'assistance financière, elle leur permettra de pouvoir initier des activités génératrices de revenus. A cette même occasion, l'asso-

ciation a remis officiellement des logements décentes à ce peuple. Chaque bénéficiaire a occupé une maison comprenant un lit, un matelas, un petit salon et une cuisine.

Le coordonnateur national du projet troisième âge sans faim, Dubblon Garcel, a expliqué que le poids de l'âge et le manque de revenus ne permettent pas à ces personnes d'acquérir des

maisons équipées. « Donc, nous avons essayé de faire l'essentiel pour satisfaire cette population autochtone en détresse », a-t-il dit.

Notons que le Livre du Congo blanc envisage d'étendre ses actions dans d'autres départements en commençant l'année prochaine dans le département du Pool.

Maliche Mbou-Eta, Christ Bissila (stagiaires)

## CIRCULATION URBAINE

# Le mauvais état des routes inquiète les usagers

La ville capitale est en proie depuis un certain temps aux grandes difficultés de circulation occasionnées par les pluies qui détruisent pratiquement toutes les artères. Cette situation est beaucoup plus constatée dans la commune de Kintélé, au quartier Makabandilou dans le neuvième arrondissement, Djiri; à Ngamakosso dans le sixième, Talangai; et à la Base, dans le septième, Mfilou, où des voies sont entièrement coupées.

Dans la commune de Kintélé, vers l'ancien poste de péage, les conducteurs des camions remorques s'alarment sur l'état de la route car les camions y sont souvent engloutis dans la boue ou dans du sable. Les chauffeurs de taxi-bus, par exemple, ne veulent plus s'y aventurer, préférant emprunter les ruelles pour pouvoir atteindre l'autre côté de la commune.

Comme conséquences, certains camions de marchandises s'immobilisent durant deux à trois jours. « Nous sommes en ce lieu depuis deux jours, incapables de passer. Les pneus de camions sont engloutis dans la boue qui a envahi tout le bitume et nos marchandises sont exposées à des nombreux risques, alors que nos clients deviennent de plus en plus impatients. Ce retard constitue un manque à gagner pour nous qui sommes à la course de la clientèle », a déploré Justin Okandzé, chauffeur d'un camion remorque.

Outre les commerçants qui

se plaignent de cette situation, la population également peine à se déplacer facilement, obligée de faire des correspondances sur des itinéraires empruntés à un coût



La première sortie nord de Brazzaville, au niveau de Kintélé/Adiac

supplémentaire. Jean Baptiste Abouli, habitant du quartier Djiri, a réagi : «Le problème

de la route de Kintélé nous tient vraiment à cœur car c'est notre quotidien qui est touché avec des dépenses inattendues. Je travaille au centre-ville et je dois payer

STPU qui n'arrive pas chez nous à Djiri. C'est pénible pour nous ».

Au quartier Makabandilou, non loin du cimetière d'Italato vers les arrêts de bus

pluies qui ont aussi occasionné l'écroulement du mur de clôture du cimetière La grâce. Cette situation déplorable met en danger certaines tombes qui se trouvent au bord de la chaussée.

Des élèves rencontrés dans les parages ont manifesté leur ras-le-bol. « C'est depuis 6h que nous sommes ici à la station, aucun bus n'arrive parce qu'ils ne veulent pas s'enfoncer dans les trous et nous sommes déjà en retard », s'est indigné Ronadelle Ngoulou, une élève du lycée de la commune de Kintélé. Quant au quartier la Base, à mi-chemin entre le rond-point Mouhomi et Mazala, toute l'avenue principale est envahie par la boue et le sable. Les maisons riveraines et l'unique station-service de ce quartier sont aussi submergées.

Ne sachant jusqu'à quand ils vont demeurer dans cette difficulté pour circuler aisément dans la ville, les habitants des communes de Mfilou, Djiri et Kintélé implorent l'indulgence des autorités politico-administratives.

Maliche Mbou Eta (stagiaire)

250 F CFA de plus pour arriver à Kintélé où je dois emprunter le bus de la société

Terre jaune et Congo-Chine, la voie est carrément coupée en deux suite aux dernières

## DETTE PUBLIQUE

## La société civile s'imprègne des techniques de suivi et de plaidoyer

La plate-forme dette et développement multiplie ces derniers mois des initiatives pour tenter de se faire entendre sur l'accord signé entre le gouvernement et le Fonds monétaire international (FMI). Ses membres se sont réunis à Brazzaville, le 10 décembre, afin de peaufiner une feuille de route.

La plate-forme qui regroupe une quarantaine d'organisations de la société civile (OSC) militant dans le domaine de la gouvernance bénéficie d'un appui du Forum africain sur la dette et le développement (Afrodad) et de l'Union européenne. Ces entités partenaires accompagnent la société civile locale à travers la formation et le plaidoyer. D'après le président de cette plate-forme, l'abbé Félicien Mavoungou, leur rencontre de mardi visait à vulgariser les déterminants de la dette et les mécanismes de gestion du service de la dette au Congo. Les participants et les experts de l'Afrodad ont échangé autour

des moyens d'impliquer les OSC dans le processus de suivi-évaluation de la dette; de comprendre l'élaboration des outils et les mécanismes de suivi de la gestion de la dette et de présenter la place de ces OSC dans ce dispositif de suivi.

« Les débats vont nous permettre d'avoir des éléments d'un plan d'action pour obtenir des pouvoirs publics et des partenaires au développement, la garantie pour l'implication effective des OSC dans le dispositif de suivi de la dette, d'un côté, et plus de transparence pour faciliter le suivi citoyen du programme de la facilité élargie de crédit,



Les participants/Adiac

**« Les débats vont nous permettre d'avoir des éléments d'un plan d'action pour obtenir des pouvoirs publics et des partenaires au développement, la garantie pour l'implication effective des OSC dans le dispositif de suivi de la dette, d'un côté, et plus de transparence pour faciliter le suivi citoyen du programme de la facilité élargie de crédit, de l'autre »**

de l'autre », a confié le président de la plate-forme de la société civile. Pour l'un des consultants de cette structure, Hyacinthe Defoundoux-Fila, les leaders de la société civile ne sont pas des opposants aux actions des pouvoirs publics, mais plutôt « une force de propositions ». La politique de la dette en faveur du

développement n'est pas en soi infamante, a souligné l'intervenant, mais le mieux c'est d'éviter les risques à long terme pour la génération future.

L'expert a invité pour cela les autorités congolaises à appliquer les solutions de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale pour

juguler la crise de la dette. Effectivement, les normes communautaires imposent aux États membres de ne pérenniser que les investissements productifs; d'adapter leur plan national de développement au besoin de bonne gouvernance et de diversifier leurs économies...

Fiacre Kombo

**CHANGEMENT DE NOM**

On m'appelle Louwola-Kiandanda Dàn-Assen, je désire être appelé désormais Kiandanda Dàn-Assen.  
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois(3) mois.

**NÉCROLOGIE**

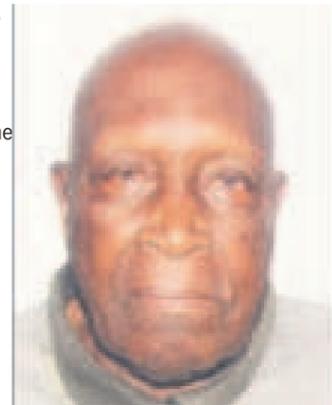
Le colonel à la retraite Jean-Marie Mabanza (Mae -West), président de l'Amicale des parachutistes du Congo, a la douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances du Congo et de France, le décès de sa mère, Monique Diakoundoba, à l'âge de 97 ans.  
La veillée se tient dans la rue Jolly n°52 à Bacongo.  
La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



**PROGRAMME DES OBSÈQUES**

Hypolite Matassa, agent des Dépêches de Brazzaville, les enfants Romain Matassa (À tout-casser) et Simon Bindouga annoncent aux parents, amis et connaissances, que le programme des obsèques de leur père, Simon Bidounga, alias Tenez femmes, se présente comme suit :

**Jeudi 12 décembre 2019**  
9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Pointe-Noire ;  
10h00 : recueillement au domicile familial, n° 10, avenue de la Caravane, quartier Fond Tié-Tié.  
14h00 : départ pour le cimetière Mvindoulou 2 ;  
17h00 : fin de la cérémonie.



## IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE




### UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Chemises à rabat

PRESSE

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat  
Magazines  
Livres  
Dépliants



Toussaint Edgard Ibara, agent des Dépêches de Brazzaville, les enfants Nguoubi et la famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, oncle, neveu et grand père, Bernard Nguoubi, survenu le 29 novembre 2019 au CHU de Brazzaville.  
La veillée mortuaire se tient au domicile du défunt, sis 174 bis de la rue Loungui, vers l'école Gampo Olilou, à Ouenzé.  
L'inhumation a lieu vendredi 13 décembre 2019 à Brazzaville.



## LIBRAIRIE

### LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc








Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace, Emission Télévisée, Ateliers de lecture et de écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les manguiers (M'pila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

00243 7900 71 72  
00243 7900 125



## VOLLEY-BALL

# Faire de l'Ecole militaire préparatoire un grand centre de formation

L'établissement a reçu, le 9 décembre, de la part de la fédération, un don d'équipements sportifs de la discipline dans l'objectif d'en faire un véritable centre d'encadrement des jeunes.

Composé des ballons et de filets, le lot d'équipements, don du président de la Fédération congolaise de volley-ball, le colonel Jean Claude Mopita, un ancien enfant de troupe, est une réponse à l'appel du commandement de l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc.

« C'est à l'appel du commandant de l'école qui, lui-même, répondait à l'instruction du commandement de l'armée, que nous sommes venus faire ce précieux don afin de renforcer la pratique du volley-ball au sein de l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc, qui est la visée de l'Interclub », a précisé Jean Marie Ompébé, qui a transmis le don au nom du président de la Fédération congolaise de vol-



Une vue des enfants de troupe en plein match de volley-ball/Adiac

ley-ball (Fécovo).

En remettant ce lot d'équipements sportifs, a-t-il renchéri, la vision de la Fécovo est de booster les activités sportives dans cet établissement militaire. Son objectif fondamental est surtout d'en

faire une grande école de formation de la discipline au Congo, capable de fournir à l'Interclub et à la nation des joueurs de renommée internationale. « Aujourd'hui, nous vous offrons symboliquement dix ballons et

un filet de volley-ball. Mais ce n'est qu'un début, nous y reviendrons à d'autres occasions, parce que notre objectif est de faire de cette école militaire un grand centre de formation pour permettre à l'interclub

d'avoir une réserve », a-t-il ajouté.

Réceptionnant le don, le commandant de l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc, ravi du soutien de la Fécovo, a promis de bien le gérer. « C'est avec un sentiment de joie que je reçois ce matériel qui vient des mains du président de la Fédération congolaise de volley-ball, un grand volleyeur et ancien enfant de troupe qui a joué au plus haut niveau. Ce matériel sera bien géré, tant par les encadreurs que par les élèves que nous invitons à s'y impliquer afin qu'ils deviennent de grands joueurs de volley-ball », s'est réjoui le commandant de l'établissement, le colonel Raphaël Ngoubou.

**Firmin Oyé**

## CLIMAT

## Cent vingt millions de dollars en faveur des énergies renouvelables en Afrique

La Banque européenne d'investissement (BEI) vient de signer avec la Banque de commerce et de développement d'Afrique orientale et australe (TDB) un accord pour le financement de projets d'énergies durables sur les quinze prochaines années.

La ligne de crédit destinée aux Petites et moyennes entreprises (PME) sera investie dans le cadre d'une facilité climatique mise sur pied pour financer l'action climatique via les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il s'agit particulièrement de petits projets solaires ou éoliens destinés à la consommation interne des PME.

A l'origine de cette initiative un constat : 65 % de la population africaine est directement affectée par le changement climatique alors qu'elle n'est responsable que de 4 % des émissions de gaz à effet de serre.

« La plus large coopération entre la BEI et la TDB appuiera un total de deux cent quarante millions d'euros de nouveaux investissements à travers l'Afrique. Accroître le niveau des investissements privés est crucial pour l'action climatique et la sauvegarde de notre planète », a affirmé Ambroise Fayolle, le vice-président de la BEI, en marge du neuvième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). « La moitié de notre portefeuille contribue directement ou indirectement à l'atteinte des Objectifs de développement durable; 70 % de notre portefeuille énergétique est consacré au renouvelable. Au-delà de nos activités régulières, nous avons récemment lancé un programme consacré aux petites et moyennes entreprises afin de combler le déficit de financement dont elles souffrent », a affirmé Admassu Tadesse, le président-directeur général de la TDB.

### Une ligne de crédit d'une durée de quinze ans

Le partenariat entre les deux banques revêt une importance capitale pour les PME dans un contexte marqué par la défaillance des réseaux électriques dans certains pays, notamment en Afrique subsaharienne. Cette défaillance se manifeste par des délestages qui causent l'arrêt pur et simple de la production dans les PME qui n'ont souvent pas les moyens d'acquérir un générateur électrique.

Mais avec la révolution énergétique apportée par le solaire et l'off-grid en particulier, les entreprises ont le moyen de contourner les défaillances des réseaux électriques et même de faire des économies sur leurs factures d'électricité. La ligne de crédit que vient d'ouvrir la BEI et la TDB devrait permettre l'acquisition de ces systèmes moins polluants pour l'environnement. Cette tranche aura une durée de quinze ans.

**Josiane Mambou Loukoula**

## La ligue de Brazzaville dévoile son programme 2019-2020

La structure a présenté ses différentes activités de la nouvelle saison sportive lors d'un conseil départemental tenu le 8 décembre.



Le présidium/Adiac

Le premier conseil départemental de la ligue de volley-ball a retenu seize tâches qui seront menées au cours de la saison sportive 2019-2020 qui coïncide avec l'entrée en fonction du nouveau bureau exécutif. La ligue s'engage, entre autres, à former des statisticiens afin de fournir aux différents clubs, à la fin de chaque match, des statistiques de leurs joueurs; à promouvoir le

volley-ball et le beach volley, particulièrement chez les plus jeunes.

« Pour réaliser ce programme, nous avons retenu un budget d'environ vingt-deux millions francs CFA. Nous comptons ainsi sur l'apport de chacun de nous. Outre l'organisation des championnats, nous voulons innover en incluant les statisticiens dans le déroulement des matchs de la

ligue car, leur apport est indispensable. Aujourd'hui au volley-ball, les statistiques ont une importance majeure parce que nous faisons seulement attention aux exploits sans tenir compte des faiblesses des joueurs », a indiqué Simon Massamouna, président de la ligue départementale de volley-ball de Brazzaville.

Lors de cette réunion qui s'était déroulée en présence des représentants des clubs et des délégués de la Fédération congolaise de volley-ball, Simon Massamouna a souhaité que les différents acteurs du volley-ball brazzavillois travaillent en commun afin de réaliser les tâches dévolues à la ligue, en commençant par les championnats départementaux prévus en février 2020.

**Rude Ngoma**

**« ...Nous voulons innover en incluant les statisticiens dans le déroulement des matchs de la ligue car, leur apport est indispensable. Aujourd'hui au volley-ball, les statistiques ont une importance majeure parce que nous faisons seulement attention aux exploits sans tenir compte des faiblesses des joueurs »**

**INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO**

## PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 12 AU 15 DÉCEMBRE

**JEUDI 12 DÉCEMBRE**  
**15H00** RENCONTRE LITTÉRAIRE : HERESIARQUE TOUTE LA LYRE  
**18H30** CINE-CLUB: LE GRAND BAL (FESTIVAL BOYA KOBINA)

**VENDREDI 13 DÉCEMBRE**  
**19H00** CINE-SPECIAL : KONGO (FESTIVAL BOYA KOBINA)

**SAMEDI 14 DÉCEMBRE**  
**10H00** ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MEDIATHEQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE ET RENCONTRES DE SCRABBLE)

**DIMANCHE 15 DÉCEMBRE**  
**11H00** : CINE-SPECIAL : LES BANTOUS DE LA CAPITALE : 60 ANS, ANTHOLOGIE DE LA MUSIQUE CONGOLAISE  
**14H00** : LES 25 ANS DE L'IFC : GRAND SPECTACLE GRATUIT SUR LA CORNICHE AVEC EXTRA MUSICA, FANIE FAYAR, ZAO, LES BANTOUS DE LA CAPITALE...



Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur [www.institutfrancais-congo.com](http://www.institutfrancais-congo.com)

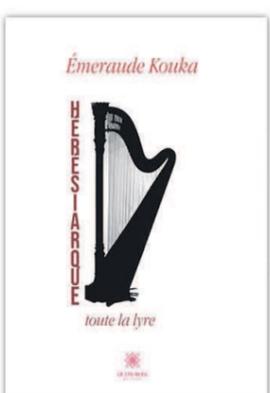
**INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO**

# Rencontre littéraire



**DANS LE HALL** **ENTRÉE LIBRE**

**DISCUSSION AUTOUR DE L'OUVRAGE DE ÉMERAUDE KOUKA**



## HÉRÉSIDIARQUE TOUTE LA LYRE

**JEUDI 12 DÉCEMBRE – 15H00**



**INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO**

acid  
BOYA KOBINA



# KONGO

Un film de Hadrien La Vapeur et Corto Vaclav, 1h10min

À Brazzaville, un monde invisible régit le monde visible. L'apôtre Médard se démène avec son église ngunza pour guérir les malades victimes de mauvais sorts. Mais sa vie bascule lorsqu'on l'accuse publiquement de pratiquer la magie noire.

**VENDREDI 13 DÉCEMBRE**  
 SALLE SAVORGNAN // 19H00 **ENTRÉE LIBRE**



**INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO**

# 25 ANS

**GRAND SPECTACLE GRATUIT**  
 ROGA ROGA ET EXTRA MUSICA, ZAO, LES BANTOUS DE LA CAPITALE, LE CHŒUR CREDO, FANIE FAYAR, ASIMBA BA PENDA, HOMMAGE AU CINÉMA CONGOLAIS FORTUNÉ BATEZA, LA COMPAGNIE MUSÉE D'ART L'HEURE DU CONTE, MARIUSCA, BLACK PANTHER CAP CONGO, ATELIER SALSA, ATELIER MULECK ATELIER ZUMBA.

PRÉSENTÉ PAR JEAN-PATRICE PASSI, WEILFAR KAYA ET JUSTE PARFAIT

**DIMANCHE 15 DÉCEMBRE**  
 SUR LA CORNICHE // 14H00-20H00



FESTIVITÉS DE FIN D'ANNÉE

# Des fonds collectés pour aider les enfants à bien passer le Noël

Un spectacle solidaire, initié par un collectif de bénévoles expatriés vivant à Pointe-Noire, a été organisé, le 7 décembre à l'Espace trentenaire CPGOS de Total E&P Congo, pour recueillir de l'argent devant aider certaines associations et structures caritatives à égayer les tout-petits le 25 décembre.

Plusieurs dons et objets divers collectés ont été ainsi remis au Cercle culturel pour enfants (CCE), au Samu social, au Centre d'accueil des mineurs de Mvou Mvou et à l'orphelinat Cœur céleste. En effet, cette journée conviviale a été aussi une occasion de découverte des jeunes talents artistiques dont regorgent ces structures. Les enfants du CCE ont présenté une courte scène de théâtre suivie des chants de Noël des enfants du Centre d'accueil des mineurs de Mvou Mvou (Cam) et du Samu Social. Ceux de l'orphelinat Cœur céleste ont également livré une prestation en chant qui a émerveillé le public. Le groupe Les

célestes gospel et les enfants de la paroisse Sacré-Cœur de Jésus ont replongé le public dans l'ambiance des mélodies de Noël, tout comme le Chœur Kisansi, qui a déroulé un repertoire des chants joyeux de Noël. Satisfaits, les organisateurs de l'activité, Gaëlle, Joëlle, Fany, Bethy, Solène, Marie, Corinne ont loué l'apport de tous ceux qui ont contribué à sa réussite et le soutien incommensurable des donateurs tels la Fondation Ingo-ba-Descalzi, CPGOS, Orca, Bralico, Total E& P Congo. Le chant «Heal the world», entonné en chœur par tous les enfants et l'assistance, a mis fin à la cérémonie qui a été un parfait



Les enfants chantant en chœur lors du spectacle solidaire/Adiac

témoignage de fraternité, de générosité et d'amour fraternel qui doivent animer tous les peuples du monde en général et les enfants en particulier.

Hervé Brice Mampouya

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

## La société civile entend s'impliquer dans la vulgarisation des textes

La coordination des organisations non gouvernementales de Pointe-Noire a pris l'engagement, le 10 décembre, devant le directeur interdépartemental de la Promotion des peuples autochtones, d'élaborer les programmes d'activités visant à vulgariser les documents sur les droits de l'homme.



Des participants au focus sur les droits de l'homme/Adiac

Le soixante et onzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme n'est pas passé inaperçu à Pointe-Noire. En effet, la coordination des organisations de la société civile a organisé un focus animé par le directeur interdépartemental de la Promotion des peuples autochtones, Jérôme Magnokou. Dans son exposé, l'ancien directeur départemental des Droits de l'homme et des libertés fondamentales de Pointe-Noire a fait l'historique de la Déclaration des droits de l'homme. Il a souligné que la société civile a un grand rôle à jouer dans le mécanisme des droits de l'homme, les faire connaître auprès de la population et surtout des jeunes, conformément au thème de cette année «Les jeunes défendent les droits de l'homme».

Adoptée en 1948 par l'Assemblée générale des Nations unies, la Déclaration universelle de droits de l'homme est encore ignorée par certains Congolais, jeunes et vieux, soixante et onze ans après. Les participants au focus se sont inquiétés

sur les cas d'incivisme commis chaque jour par des jeunes avant de s'interroger sur leur avenir. «Il est aujourd'hui nécessaire à la population de connaître ses droits pour les faire respecter. Pour ce faire, la société civile, garant de la protection sociale, a un grand rôle à jouer car il n'y a pas de paix lorsqu'un seul droit est violé », a dit le conférencier. Le coordonnateur interdépartemental des organisations de la société civile, Arnaud Régis Houalemba, a rappelé, pour sa part, que la mission de ces organisations est d'accompagner les pouvoirs publics à faire connaître les droits de l'homme. Les échanges entre les participants ont permis de se rendre compte que la majorité des jeunes est ignorante de ces droits. «Nous devons nous asseoir pour faire des plans d'activités afin d'aider la population et surtout les jeunes à connaître les droits pour mieux les défendre », a indiqué Régine Goma, présidente de Arips.

Charlem Léa Itoua

# IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE





## UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Chemises à rabat



Cartes de visite



Calendriers



Flyers, Affiches



Livres

PRESSE

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317  
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou  
Brazzaville - République du Congo

## EXPOSITION

# Voyage au cœur de Nouabalé-Ndoki en images

Dans le cadre de ses vingt-ans d'existence, le parc présente la biodiversité de son espace naturel à travers une exposition-photo à l'Institut français du Congo (IFC) qui s'étendra jusqu'au 20 décembre.

L'exposition photo « WCS » est une immersion par l'image au cœur de du site naturel qui abrite une vraie richesse énorme de la faune et de la flore en Afrique centrale. Au total, douze tableaux peignent le décor du hall de l'IFC, transformé en un véritable sanctuaire qui milite pour la préservation de l'écosystème naturel. Le but étant d'emmener la population à découvrir la biodiversité de cet espace, à contribuer à sa protection en vue de soutenir l'écotourisme de ce site. Au nombre des éléments mis en avant pour cette exposition-photo en couleur, figurent « Un bastion d'éléphants de forêt », « Une vue au-delà des aires protégées » et « Des gorilles accrochés aux arbres ». Outre cela, à travers quelques clichés, cette vitrine photographique salue la bravoure et le courage de la brigade anti-braconnage ainsi que de la population environnante du parc. Selon le WCS, en vue d'affronter les menaces croissantes visant la faune de Nouabalé-Ndoki, le nombre d'écogardes du parc a considérablement augmenté ces dernières années. Les opérations



de lutte contre le braconnage ont été restructurées et sont maintenant appuyées par un Cessna 206 qui effectue des vols de surveillance. Le parc investit dans ses écogardes pour leur permettre de mener leur mission de manière professionnelle, de se protéger des attaques de ceux qui tentent d'exploiter la riche biodiversité de la région et de respecter la loi et les droits

de l'homme. Avec la population environnante, un grand travail de sensibilisation a été fait pour l'éduquer à ne pas apporter de soutien aux braconniers.

« A la suite d'une restructuration de la stratégie anti-braconnage et des patrouilles en 2017, directement suivie par des formations intenses en 2018, les écogardes bénéficient désormais de meilleures condi-

Vue d'un tableau exposé/Adiactions de travail et sont mieux équipés et entraînés à réaliser de bonnes performances sur le terrain », précise l'organisation. Fruit d'un partenariat public-privé entre le ministère de l'Economie forestière et la Wildlife conservation society (WCS) qui assure sa gestion depuis 2014, le parc demeure l'une des forêts tropicales presque vierges les mieux préservées dans le Bassin

du Congo. Situé au cœur d'un écosystème riche, le site abrite une diversité de mammifères, reptiles, oiseaux, insectes et plantes menacés à l'échelle mondiale. « Bien que les menaces restent fortes, le travail considérable qui a été réalisé pendant un quart de siècle par des hommes et femmes œuvrant pour la protection du parc national de Nouabalé-Ndoki a permis au parc de demeurer jusqu'à ce jour, l'un des derniers véritables espaces sauvages intacts du continent », en pense la WCS.

Créé en décembre 1993, le parc national de Nouabalé-Ndoki est une aire protégée de la République du Congo située à cheval sur les départements de la Sangha et de la Likouala, à la frontière avec la République centrafricaine (RCA). Il fait partie du Trinational de la Sangha avec les parcs de Lobéké au Cameroun et le complexe d'aires protégées de Dzanga-Sangha en RCA. Avec une superficie de 4 000 km<sup>2</sup>, Nouabalé-Ndoki a été inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco en 2012.

Merveille Atipo

## PUBLICATION

## Pensée Sem Essé-Nsi signe "L'écume des maux"

Dans son recueil de poèmes de soixante-quinze pages préfacé par Michel Gayido, l'auteur, de son vrai nom Bocleche Sem Ondongo, peint une société où au-delà de l'amour, transpirent avec dose de dénonciation révoltante, la mort, la douleur, le désespoir continu, l'amertume, la solitude, le désarroi, la déception, les vices pour peu de vertus.

Comme l'indique la quatrième de couverture, « L'écume des maux » évite le surréalisme pour évoquer les différents « maux » qui minent et rongent la conscience et le cœur. C'est donc un cœur foudroyé, brisé, à la recherche d'une âme sœur, affligé par ces chers disparus : parents, tirailleurs, écrivains, hommes politiques émérites. La poésie est-elle un refuge et l'écriture un alibi pour la libération d'une âme qui végète afin de partager avec les semblables les afflictions et les éclaircis de bonheur vécus ? Pas assez pour dire comme les autres !

Dans son analyse critique, Fidèle Biakoro Pambou Lenormieux pense qu'après Tchicaya U Tam'si avec « L'Arc musical » dans « Le mauvais sang » et Sony Labou Tansi dans « La Chaidana, au commencement de la douleur », Pensée Sem Essé-Nsi est le troisième poète qui intègre la foisonnante famille littéraire congolaise en scalpant les maux de sa terre, les maux dont souffre l'humanité... La poésie de Sem Essé-Nsi, dit-il, loin d'être pessimiste, est revendicatrice d'un droit éminemment naturel, l'amour, c'est-à-dire être à l'affût d'une âme sœur qui attendrit les larmes d'un cupidon meurtri dans son for parce que rien ne lui réussit ou

presque ; tout est éphémère. Le tableau qu'il peint, ramène au poème d'Alfred de Musset intitulé « La Muse », selon lui.

Du fond, Fidèle Biakoro Pambou Lenormieux trouve que son regard a relevé du recueil « L'écume des maux » quelques thèmes non moins importants, constitués en trois tableaux. Il s'agit de l'amour, épine dorsale chantée sous plusieurs facettes comme l'écrit le préfacier Michel Gayido, appréhendé dans les sens positif et négatif, ses bienfaits et ses revers ; la mort, le deuil ou la souffrance. La douleur, la terreur, le deuil et la souffrance font geindre le poète. Car, sensible envers les êtres qu'il a aimés ou qu'il aime, le poète souffre de la disparition des parents, amis et connaissances. Ces souvenirs remontent à la conscience endolorie du poète qui, comme Charles Baudelaire, chante « Ma douleur » (pp.43, 36, 39, 40, 41). Dans ce sillage, le sida est aussi pris à partie (p.51). Enfin, la nature, cette terre clémente et généreuse qui accueille les hommes, mais contre laquelle ceux-ci agissent en se déshumanisant, est objet de la focalisation, de la contemplation, à travers une méditation et une réflexion que nous partage le poète (pp.42, 51).

### L'amertume de la vie, le crédo du poète

S'agissant de la forme, le poète a ressuscité les aspects du romantisme français, a estimé Fidèle Biakoro Pambou Lenormieux. Il a usé de la poésie classique avec vingt-cinq poèmes obéissant, tant soit peu, aux normes rigoureuses du vers classique. Le type de poème classique fixe choisi par le poète, pour exprimer son lyrisme, sa sentimentalité et sa sensualité, est le sonnet.

Le poète Sem Esse-Nsi a révolutionné le sommet qui compte certes quatorze vers alexandrins, mais les strophes se différencient au nombre des tons homophoniques des vers deux à deux, fait savoir le critique. On retrouve ces variétés dans les poèmes « Méditation » (p.42) et « Si puissant » (p.54) ... Une autre innovation, il s'agit de la quatrième de couverture qui porte le nom de l'auteur qui a résumé l'œuvre.

Pour tout dire, Fidèle Biakoro Pambou Lenormieux conclut que les créativité de Pensée Sem Essé-Nsi méritent bien une défense comme le fameux « Snoprac » de Benoît Moundélé-Ngolo, même si cet auteur vient de jeter l'éponge en publiant sa dernière œuvre inti-

### Pensée Sem ESSÉ-NSI



tulé « Adieu mes lecteurs » ou « Mwana nsuka ».

A propos de ce jeune poète et étudiant, Pierre Ntsemou, le saint-

Pierre des mots, soutient qu'il est sur la bonne voie et il bénéficie de l'onction paternelle.

Bruno Okokana